

Intervention aux Estivales citoyennes 2012 du Front de gauche. Atelier : « Antiracisme, multiculturalisme : quelles stratégies de la gauche d'alternative contre les discriminations et pour l'égalité ? »

Quand on est amené à parler de « racisme » et d'« antiracisme » dans des espaces politiques à gauche de la gauche, on se trouve le plus souvent confronté à un embarras et une confusion assez rares: tandis que les économistes nous parlent en détail de la dette illégitime et de la nécessité d'arrêter de la payer, personne ne semble s'inquiéter de ce qu'est le racisme et surtout de comment le combattre. La plupart des acteurs et actrices de ces espaces se satisfont d'une opposition abstraite, morale, au racisme. Les discussions se limitent à des considérations très vagues sur les « préjugés » ; on se focalise sur la situation des étrangers, ou l'on prétend encore que les populations issues de l'immigration postcoloniale sont stigmatisés parce qu'ils et elles sont, tendanciellement, les plus *pauvres*. On évacue dès lors le racisme comme objet de pensée et comme *système* sur lequel on peut agir.

Une des dernières preuves en date de cet embarras et de cette confusion est peut-être le slogan qui a rythmé votre campagne à Hénin-Beaumont et qui tonnait sur fond bleu-blanc-rouge : « Le problème c'est le banquier, pas l'immigré ! »

Si on suit ce slogan, le racisme n'est qu'une sorte de diversion, rien de plus. Les couches populaires sont en colère mais ne savent pas bien contre qui elles devraient diriger cette colère. Le racisme est une colère qui se tromperait de cible.

Nous voudrions d'abord souligner qu'on ne se préoccupe ici que du point de vue des classes populaires *blanches*. Nous entendons évidemment par là ceux et celles *perçus* comme Blancs, à partir d'une construction sociale qui oppose leur blancheur aux populations colonisées ou descendantes de colonisé•e•s.

À partir de ce postulat du racisme comme *diversion*, la gauche se donne pour rôle d'expliquer aux classes populaires blanches qu'elles se trompent. La quasi-totalité de la gauche politique et syndicale aurait donc à sa charge d'organiser, d'orienter la colère vers les *vrais* ennemis des classes populaires blanches. Mais dans cette démarche, ce que votre slogan passe complètement à l'as c'est que dans la vie de millions de personnes, le racisme n'est pas pour eux et elles une colère détournée.

C'est un système qui les discrimine de manière structurelle dans l'accès au logement, à l'embauche comme à l'avancement, dans l'accès aux loisirs ou aux instances médiatiques et politiques, dans les pratiques policières et judiciaires, etc. C'est aussi être plongé dans une indignité symbolique et culturelle, de la jeunesse des « sauvageons » à la vieillesse illégitime de nos chibanis. C'est avoir à cautionner le « modèle français d'intégration » fondé sur un illusoire « quand on veut, on peut » si on veut obtenir un peu de reconnaissance sociale. C'est devoir en faire deux fois plus que les autres. Et c'est voir sa « réussite » éventuelle à peine tolérée. En effet, cette réussite est soumise, plus que pour d'autres, à l'excellence : nos parcours nous montrent combien nous n'avons pas le droit à l'erreur, et il suffit du moindre écart, de la moindre faute, pour nous voir ramené•e•s à « nos origines »¹ Et lorsqu'une « anomalie » entache le parcours d'un ou d'une des nôtres, elle n'est pas jugée comme purement individuelle, comme pour d'autres, mais sert à jeter le discrédit sur toute une communauté.

Mais présenter le racisme comme une diversion, ce n'est pas seulement occulter le point de vue des descendants et descendantes de colonisés. C'est aussi se tromper sur le point de vue des classes populaires blanches acquises aux idées racistes.

En effet, il y a là l'idée que les classes populaires blanches sont les marionnettes des populistes racistes du Front national ou de certaines franges de l'UMP ; que si la « gauche de gauche » avait la *volonté* de reconquérir ces classes populaires blanches, en leur expliquant combien il est mal d'être raciste, ces personnes voteraient Mélenchon plutôt que Le Pen.

C'est ne pas comprendre la dynamique du racisme, et les raisons pour lesquelles les classes populaires blanches en viennent à défendre plus de répression dans leurs quartiers, ou qu'elles s'inquiètent davantage de ce qu'on leur présente comme une progression de « l'islam » plutôt que de l'augmentation du SMIC que propose le Front de gauche.

Non, ce n'est pas que ces populations ont été diverties des « vraies » questions. Les réactions que nous venons d'évoquer ne sont pas des colères qui se trompent, mais elles constituent la défense d'un *privilege*.

Ce qu'évacue le slogan « le problème c'est le banquier, pas l'immigré », c'est la position qu'occupent les non-Blanc•he•s dans la société française.

Cette position est particulière parce que des inégalités raciales structurent l'ensemble des sphères sociales : il y a des polices qui ont été conçues à partir des anciennes milices coloniales pour harceler les habitants des quartiers (Brigade anticriminalité) ; il y a des emplois et des affectations salariales qui ne sont pas accessibles aux descendants et descendantes de colonisés et d'autres qui leur sont quasiment réservées ; il y a des logements du parc public qui sont refusés aux non-Blancs pour favoriser la « mixité sociale ». On pourrait encore citer tous les dispositifs d'accompagnement, de réinsertion, ou le traitement d'exception dans les administrations.

Nous sommes dans un système inégalitaire, et beaucoup ici savent combien ces inégalités favorisent la compétition et la concurrence. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que le racisme n'est pas que le fruit de la compétition. Dans une compétition, il y a des gagnants et des perdants. Ce que produit le racisme, c'est que ceux qui perdent sont tendanciellement les mêmes. Si le capitalisme produit du « chacun pour soi », le racisme, lui, pipe les dés de cette compétition.

« Il faut avoir en tête l'idée d'une file d'attente : dans l'état actuel des choses, les places sont rares et chères pour trouver un logement, obtenir un emploi stable et des possibilités d'avancement, acquérir une visibilité médiatique ou politique, etc. Le privilège signifie simplement que les Blancs passent toujours devant les autres. Tout ce qui est discrimination pour l'un est privilège pour l'autre². »

Quand les classes populaires blanches soutiennent un projet raciste et réactionnaire, elles le font pour conserver ce passe-droit dans la file d'attente. Et d'ailleurs, que reste-t-il aux classes populaires blanches à part ce passe droit : leur blancheur ? Dès lors, si les forces progressistes veulent construire un projet par et pour les classes populaires, elles doivent inclure dans leur projet politique des mesures précises pour faire dépérir le privilège blanc.

Le plus souvent, les composantes de la gauche politique et syndicale pensent pouvoir se dispenser d'intégrer la question antiraciste dans leur projet de société – dans la mesure où, pour elles, les préoccupations du mouvement social portent sur la situation de *l'ensemble* de la population (retraite, service public, droit au logement, etc.) et notamment les populations issues de l'immigration postcoloniale. Or, en s'attaquant aux inégalités, en augmentant la part du gâteau qui revient aux classes populaires dans leur ensemble, on n'empêche pas que cette part du gâteau soit répartie différemment entre classes populaires blanches et classes populaires non blanches. Les seconds ne peuvent espérer s'en tirer qu'avec les miettes.

Et ce problème se pose au jour le jour des grandes mobilisations sociales. Il est par exemple plus simple de faire l'unité du mouvement social, syndical et politique sur des revendications *a minima*, qui ne tiennent pas compte de la situation spécifique des non-Blancs. La grande mobilisation contre le CPE (contrat première embauche) est exemplaire.

Souvenons-nous : le CPE faisait partie de la loi sur l'égalité des chances. Cette loi a été pensée et conçue suite aux révoltes de 2005 dans les quartiers populaires. Elle visait *spécifiquement* les populations issues de l'immigration postcoloniale. On pourrait citer les sanctions contre les « parents démissionnaires » ou encore les luttes contre les incivilités. C'est finalement contre le seul CPE que l'ensemble des forces du mouvement social a mobilisé. Si c'est ce mot d'ordre qui a rassemblé, c'est bien que les non-Blancs et leurs préoccupations ont une place secondaire dans ces luttes du mouvement social³. Il faut en prendre acte pour que cette situation change.

Il y a bel et bien deux espaces-temps⁴ dans le champ politique français. Il faut regarder les choses en face. Les mouvements de l'immigration, les descendants de colonisés, ont eu leurs propres luttes et les ont souvent menées entre eux, indépendamment voire *contre* les manœuvres de certaines composantes de la gauche sociale et politique.

Nous utilisons le terme de « gauche sociale et politique » pour nous référer au mouvement social dans toute sa diversité. Ce sont les partis politiques, associations et équipes syndicales qui se sont retrouvées dans la campagne pour le Non au référendum sur la constitution européenne. C'est le vaste arc de forces qui rassemble associations de chômeurs, syndicats salariés, groupes féministes, partis à gauche de la gauche, associations écologistes... Ces forces ont certes leur autonomie mais se retrouvent et se rassemblent à des échéances précises comme étant « le mouvement social » : dans les manifestations nationales pour les retraites, contre le CPE...

Ce qu'il faut souligner c'est que les descendants de colonisés ont une histoire politique et une activité qui n'appartiennent pas à cet espace-temps de la « gauche sociale et politique ». Il y a une tradition propre, des luttes spécifiques et des mots d'ordre qui sont, depuis les luttes de décolonisation jusqu'à aujourd'hui, dans une certaine mesure extérieurs à la gauche sociale et politique.

On pourrait rapidement énumérer des séquences de ces mouvements. On peut les faire remonter aux luttes des ouvriers immigrés de l'immédiat après-guerre, par exemple celles des Algériens en métropole. Leur alliance avec les syndicats d'usine a rencontré ses limites quand il s'est agi d'organiser par des grèves et des manifestations la lutte pour l'indépendance nationale algérienne. La CGT, dans laquelle beaucoup d'Algériens ont milité, a défendu le vote des pouvoirs spéciaux par le PC en 1956. L'organisation autonome

des Algériens s'imposait dès lors aux Algériens comme une nécessité⁵.

Autre séquence historique : la dynamique de la marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983 – marche qu'on a labélisée « Marche des beurs » pour mieux en camoufler les enjeux politiques. L'histoire est bien connue, mais face à ce mouvement très important, massif, la gauche institutionnelle a répondu en montant de toutes pièces le projet SOS racisme et son fameux slogan : « Touche pas à mon pote ». Ce slogan est représentatif de toute l'extériorité de la gauche qui a soutenu SOS racisme par rapport aux non-Blancs des quartiers populaires mobilisés et politisés à l'occasion de la marche de 1983. Dans l'énoncé « touche pas à mon pote », il y a un français Blanc antiraciste qui parle à un autre français Blanc raciste. Le « pote », le non-Blanc, c'est le protégé du Blanc antiraciste et non l'acteur d'une lutte.

Depuis cette séquence, les non-Blancs se sont investis dans des luttes multiples, des violences policières jusqu'à la solidarité avec la Palestine. Et ils l'ont fait la plupart du temps de façon très isolée. Les collectifs de famille qui réclament dignité et justice face aux violences policières sont peu soutenues par la gauche sociale et politique, qu'il s'agisse de déclarations publiques mais aussi de campagnes de terrain. On l'a vu à Amiens et nous y reviendrons.

La gauche sociale et politique met en œuvre bien trop peu de moyens pour visibiliser ces combats et les intégrer à un projet politique. Et il y a bien d'autres occasions où les mouvements de l'immigration doivent même s'affronter aux politiques de la gauche sociale et politique. Dès les années 1950, les équipes municipales et les sections communistes de la ceinture rouge parisienne ont vu l'arrivée d'« immigrés » dans leurs communes comme un déclassement des municipalités. Le sociologue Olivier Masclat a souligné combien, à partir des années 1960, la politique du logement dans ces municipalités a été envisagée pour limiter les attributions aux « immigrés » et « enfants d'immigrés »⁶.

De nos jours, la loi sur les signes religieux à l'école comme la loi sur le voile intégral ont eu pour défenseurs ou architectes des composantes de cette gauche sociale et politique.

On pourrait citer de nombreux exemples encore mais il y a aussi une manière plus simple de poser les choses : combien d'entre vous connaissent ce qu'on appelle la « cuisine interne » des partis de gauche de la gauche : le point de vue de la FASE sur ceci ou cela, les batailles de tendances du PC... ? Vous êtes nombreux et nombreuses à connaître jusqu'au plus petits des syndicats. Vous connaissez les différents partis politiques, la moindre tendance au PS ou au sein du NPA. Vous discutez avec les directions des associations (avec le MRAP, la LDH, le CNDP), etc. En revanche, parmi les composantes du Front de gauche, quelles équipes militantes se sont intéressées aux mouvements de l'immigration à une échelle nationale ? Qui connaît les débats actuels de ces mouvements ? La différence entre le Forum social des quartiers populaires et les Indigènes de la République ? Qui connaît la différence entre le Collectif des musulmans de France et l'Union des organisations islamiques de France ? Qui a suivi de près les différentes mobilisations de la brigade antinégrophobie ?

Le désintérêt du Front de gauche témoigne bien du fait qu'il y a deux espaces-temps. Que si ces espaces-temps se rencontrent parfois, leurs intérêts ne convergent pas toujours et qu'il faut aussi savoir penser le conflit entre ces deux espaces-temps.

Il faut que la gauche sociale et politique prenne en main de façon stratégique les alliances qu'elle peut réaliser avec les mouvements de l'immigration, tout comme les conflits qui opposent ces deux composantes.

Parmi les campagnes que vous avez probablement ignorées, on peut citer celle de Printemps des quartiers qui s'est déroulé tout au long de la campagne présidentielle, organisant une tournée de meetings dans différents quartiers populaires de France. Le premier meeting d'ouverture a réuni un peu plus de 600 personnes à Bagnolet. Le meeting de clôture, à Bagnolet encore, a réuni près de 500 personnes en mai dernier. Tout au long de sa campagne, Printemps des quartiers a réuni 500 personnes à Marseille, 400 personnes à Mulhouse, 800 à Lyon, etc. ; à Saint-Denis, ils ont rempli la bourse du travail ! Aujourd'hui, quelle organisation de la gauche sociale et politique peut-elle, et veut-elle seulement, réunir autant de personnes des quartiers populaires et issues de l'immigration postcoloniale ? – exception faite de la dizaine de militants issus d'une minorité du NPA qui a appuyé de toutes ses forces cette campagne.

Au-delà du public visé et réuni, il faut aussi se pencher sur le contenu de la campagne. Le Printemps des quartiers a réuni ses intervenants et intervenantes autour d'une plateforme de thématiques précises : révolution arabe, solidarité avec la Palestine, lutte contre l'islamophobie, inégalités sociales, lutte contre les violences policières.

Il y a un espace politique non blanc qui a d'ores et déjà une élaboration politique et des *priorités*. La gauche sociale et politique, si elle veut rassembler le « peuple » – comme vous dites – elle va devoir composer avec ces priorités. Pour se rendre compte du chemin à faire, quelle est aujourd'hui l'intervention du Front de gauche sur ce plan ?

Pour ne retenir qu'un seul point, celui des violences policières, on peut dire que la rentrée du Front de gauche n'est pas très glorieuse. Nous faisons bien entendu référence aux déclarations très récentes de Jean-Luc Mélenchon sur les révoltes à Amiens. Quelle est la position de votre candidat vis-à-vis des jeunes esseulés par le harcèlement policier ? « Nous les rejetons », nous dit-il. Comment a-t-il qualifié les révoltés ? De « crétins », de « bouffons » de « larbins du capitalisme »...

Amiens Nord, c'est avant tout, et tous les habitants et travailleurs sociaux l'attestent via de nombreux témoignages et enquêtes, tous les habitants parlent de la mise en place d'un véritable harcèlement policier permanent. Il faut rappeler aussi que les révoltes en elles-mêmes étaient avant tout des affrontements entre les jeunes et les policiers. C'est précisément cette réalité qui est occultée.

Qu'est-ce qu'il y a derrière les termes extrêmement violents et disqualifiants de Jean-Luc Mélenchon ? Ce qu'il y a derrière ces insultes, c'est l'idée que ces jeunes ne sont pas du « peuple » que son projet rassemble, que cette révolte n'est pas légitime. C'est déjà s'inscrire en faux par rapport aux *exigences* portées par ces révoltes.

Si Mélenchon est généreux en mots contre les révoltés, votre programme l'est moins pour ce qui est de la lutte contre le harcèlement policier.

La position du Front de gauche sur le contrôle au faciès est bien en-dessous de celle portée par le syndicat de la Magistrature – qu'on ne peut pas accuser d'« intifadisme ». Lors de son congrès, le Syndicat de la Magistrature a pris une position claire : il ne s'oppose pas à la question du récépissé mais, au-delà, propose de supprimer *tous* les cadres de contrôle d'identité (à l'exception des contrôles judiciaires). Comment justifier que la position du

Front de gauche soit si en-dessous de celle du Syndicat de la magistrature quand on sait que des magistrats qui y sont syndiqués participent à vos organes de direction ? Comme nous le disions en introduction, le racisme a droit à moins d'expertise et un programme moins rôdé que la question de la dette ou de la « planification sociale et écologique ».

Les populations issues de l'immigration postcoloniale ne comptent à l'évidence pour pas grand-chose dans le projet de « révolution citoyenne ». Et pourtant, cette gauche sociale et politique *ne peut pas faire sans* les non-Blancs. Comme le dit le sociologue Saïd Bouamama : « lorsque l'on regarde les chiffres officiels de la population française [...] 30 % des milieux populaires (ouvriers et employés) sont issus de l'immigration postcoloniale⁷. »

Quand nous parlons d'un champ politique non blanc⁸, il ne s'agit pas de poser un horizon utopique : non, le mouvement de l'immigration est déjà là. Encore là et déjà là. Et si vous ne pouvez pas faire sans, sachez qu'il faut croire que, d'ores et déjà, les mouvements de l'immigration ne comptent pas sur vous.

Dans quelques semaines, ici même, à Grenoble, le Front uni de l'immigration et des quartiers populaires tiendra son Premier Congrès à l'occasion des 4^e rencontres de l'immigration.

Plus encore : en juin dernier, la Force citoyenne populaire (FCP) tenait son premier Congrès national. Elle réunit les listes Émergences (qui ont déjà une expérience de la lutte électorale), le Forum social des quartiers populaires (qui bénéficient d'ancrages locaux de longue date), de figures politiques (comme l'ancienne sénatrice Verts Alima Boumédiène) et bien d'autres militants locaux. Pourquoi cette force s'est-elle constituée ? Explicitement pour mener la bataille des municipales de 2014 à une échelle nationale. Et ce n'est qu'un début. Quand bien même vos forces politiques s'obstineraient à ne pas vouloir envisager la lutte antiraciste en termes stratégiques, ce choix ne tiendrait plus longtemps. La question qui se pose face à ces batailles municipales c'est quelle va être l'attitude du Front de gauche ? Il est clair que les mouvements de l'immigration sont déterminés. Ils ne se laisseront pas avaler par des promesses de coalition sans garantie sur leurs propres exigences. Il va falloir que la gauche sociale et politique envisage ces forces, sur le long terme, non comme des appendices ou des réservoirs de voix, mais comme des partenaires avec qui il faut *négoier*. Il va falloir que le Front de gauche se positionne de plus en plus clairement sur le terrain des populations issues de la colonisation. Autrement que par l'insulte ou par les incantations sur la République *métissée*, sur la République *une et indivisible*.

Se positionner sur ce terrain, ce n'est pas seulement appuyer les exigences des mouvements de l'immigration ou des associations antiracistes – ce qui serait déjà un minimum. À terme, un rassemblement populaire authentique doit réfléchir à un programme ambitieux de lutte contre les privilèges octroyés par le racisme.

Félix Boggio Éwanjé-Épée et Stella Magliani-Belkacem

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la

références

références

- ↑**1** « Nous ne sommes pas des modèles d'intégration », *Politis*, n° 1017, 2008.
<http://www.politis.fr/Nous-ne-sommes-pas-des-modeles-d,4410.html>.
- ↑**2** Félix Boggio Éwanjé-Épée & Stella Magliani-Belkacem, « Un réformisme offensif contre le racisme d'État », in *Contre l'arbitraire du pouvoir*, La fabrique, 2012, p. 165.
- ↑**3** Voir Sadri Khiari, « À propos des mobilisations contre le CPE », en ligne sur :
http://www.pag69.org/article.php3?id_article=316.
- ↑**4** Cette idée d'espaces-temps discordants est empruntée à Sadri Khiari. « La lutte contre l'oppression spécifique postcoloniale n'est pas qu'un segment ou un moment d'un espace-temps homogène du combat pour l'émancipation », « L'Indigène discordant », en ligne sur : <http://msi.net/L-Indigene-discordant-Autonomie-et,391>.
- ↑**5** Voir Laure Pitti, « La Main-d'œuvre algérienne dans l'usine automobile (1945-1962), ou les oubliés de l'histoire », *Immigration et marché du travail*, n° 1263, septembre-octobre 2006, p. 47-57.
- ↑**6** Voir Olivier Masclat, « Le PC et les militants de cité », in *Contretemps*, n° 13, Textuel, p. 21-29.
- ↑**7** « Entretien avec Saïd Bouamama : Pourquoi Sarkozy ne peut pas nettoyer la racaille au Karcher ? », <http://www.michelcollon.info/Entretien-avec-Said-Bouamama.html>.
- ↑**8** L'expression de « champ politique non blanc » est tirée de l'ouvrage de Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille*, Textuel, 2006.